

# Nouveau traité européen : quel impact ?

Posté le : 11 décembre 2011 00:21 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Crise mondiale, Economie et politique

Pour connaître l'impact d'un train de mesures comme celui qui vient d'être mis sur les rails par l'Union Européenne moins le Royaume-Uni il faut avoir une grille de jugement.

En temps de crise, la préoccupation est toujours double :

- \* sortir du mauvais pas où l'on s'est fourré
- \* éviter de recommencer.

Il faut donc, d'abord, avoir une idée des causes de la crise.

Nous défendons ici que le monde souffre d'une erreur de conception du système monétaire international fondé sur les changes flottants et une monnaie de réserve internationale gérée par un seul pays à son seul profit apparent, que l'Euroland est mal conçue avec notamment une banque centrale à la vocation atrophiée, et que la France a sombré à son détriment dans le tout état, tout impôts, tout dépenses publiques.

L'accord européen n'apporte aucune solution directe aux malheurs liés aux changes flottants et à "la guerre des monnaies".

Les statuts de la banque centrale reste ceux qu'ils sont et la gouvernance de la zone euro reste bancaire, du fait d'une gestion par les principes, par la norme, et non par une gouvernance capable de piloter. Si la convergence des politiques budgétaire est acquise, tous les autres éléments sont libres. Une politique sociale effrénée mais sans effet sur le budget (jouer sur la durée du temps de travail, les salaires etc.) a autant d'effet que la politique budgétaire. De même que les politiques de crédits peuvent être très différenciées indépendamment du budget. La convergence budgétaire ne garantit aucune convergence générale. D'autant plus que les déficits peuvent être subis et non décidés, comme on vient de le voir du fait du sauvetage presque obligé des banques et la mise en œuvre des "stabilisateurs automatiques" en cas de récession.

Pour la France l'obligation d'être raisonnable était souhaitable. Mais les mesures prises ignorent une réalité que nous soulignons inlassablement : l'existence du cycle. Le budget doit être contra-cyclique. Il ne doit pas être a-cyclique. Excédentaire pendant les phases de croissance forte il doit redevenir déficitaire pendant les creux. L'équilibre budgétaire doit être dosé finement en fonction des fluctuations générales. L'anomalie est dans l'effet de cliquet des dépenses publiques en cas de baisse de recettes et la reprise immédiate des libéralités financières dès l'arrivée des excédents des vaches grasses.

Toute cette rigidité introduite sur le sable mouvant des changes flottants, renforçant la sous-compétitivité lié à l'Euro fort et confirmant l'absence de politique des changes ne garantit rien du tout pour l'avenir. On a mis une camisole de force à un épileptique jouant au trampoline.

Permet-il au moins de sortir de la crise de financement propre à la zone Euro ?

On sait que la difficulté est liée à un excès de dettes. Les banques sont virtuellement en faillite et les états ne peuvent plus les soutenir sans paniquer les prêteurs, ni même se financer à des taux raisonnables.

Pour liquider des dettes en excédent il n'y a que quatre manières :

- Constater la perte d'une partie des créances : en un mot une faillite organisée ;
- Faire fondre la dette par l'inflation ;
- Pousser la dette devant soi en réduisant à rien les taux d'intérêt voire en les rendant négatif ;
- Accélérer la croissance pour trouver les ressources nécessaires au paiement des intérêts et au remboursement du principal.

Sur le premier point il est annoncé qu'il n'y aura plus de faillite organisée. En revanche on corsète à ce point les banques qu'elles doivent liquider en masse leur portefeuille et limiter drastiquement le financement...des états. La taxe sur les opérations financières achèvera le travail. C'est du "deleveraging" au forceps. Mais si on brade des dettes sur le marché secondaire, ces dettes ne sont pas pour autant réduites.

L'inflation est interdite par les statuts de la BCE.

Pousser la dette devant soi n'est possible que dans la mesure où il y a refinancement. C'est-à-dire qu'il faut des banques désireuses et en situation de prêter, si possible dans la zone monétaire elle-même et non pas à l'étranger avec risque de change. Mais les mesures de compression bancaire ne le permettent pas.

Accélérer la croissance est impossible dans le cadre des plans d'austérité nécessaires pour revenir dans les clous des normes fixées par l'accord.

Au total force est de constater que ces accords ne règlent rien pour le futur et ne permettent pas de sortir du trou où on est tombé.

Ils rassurent à moyen terme les porteurs de dettes européennes hors de la zone Euro. Mais ils n'empêcheront pas la dégradation générale des notations. Ils donnent à penser que l'Europe a choisi son avenir politique de façon si forte que la panique s'arrêtera et l'intendance suivra. Mais le temps constitutionnel n'est pas celui de la finance.

Sauf si la BCE, "rassurée" sur le sérieux de ses mandats par ses beaux principes gravées dans le mou des parchemins, décidait unilatéralement et en toute "indépendance" de lâcher les liquidités massivement ce qui est actuellement possible sans déclencher une forte inflation, il est plus que difficile de déterminer en quoi les mesures prises peuvent véritablement avoir un effet positif pour la prévention des crises futures comme pour la résolution des conséquences de la crise mondiale en cours.

A entendre les débats qui ont suivi dans les médias, les défenseurs de l'Euro semblent pris au dépourvu. Ils en sont à acquiescer avec ceux qui pensent que l'Euro ne passera pas l'hiver si, au-delà des mesures prises, un "projet vraiment européen" n'était pas mis en place accompagné par un déversement de liquidité de la BCE rendu actuellement impossible par la constitution allemande, verrou qui doit sauter. Les européistes ont finalement intégré que l'Euro tel que conçu n'était pas viable. Après avoir crié sans réfléchir que l'Euro était la seule solution, celle qui allait faire naître

solidité financière et 5 millions d'emplois nouveaux, comme disait Mitterrand, qu'il s'agissait d'un bouclier dont la construction valait bien quelques sacrifices, manifestations d'un acte de foi plus que d'un raisonnement économique, les voilà devenus incrédules ou apostats au moment même où l'on crée une nouvelle étape de la fusion économique : l'Europe budgétaire.

Pendant ce temps là la Grèce s'enfonce dans la récession, comme peu ou prou l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et l'Italie. La France ne sait plus si elle dans le camp des forts ou des faibles. L'Europe tout entière perd en compétitivité globale.

Ce n'est plus qu'un cri presque unanime : que la BCE lâche la liquidité nécessaire et que l'Euro baisse.

On vote un traité qui dit le contraire : pas de gabegie et pas de dévaluation compétitive.

La postérité risque d'être un peu dure lorsqu'elle examinera la manière dont l'Europe et le Monde auront géré la crise depuis 2007.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.